

«UBP ne quittera certainement pas Londres en raison du Brexit»

RÉSULTATS La banque de la famille de Picciotto reste confiante concernant l'économie américaine mais craint qu'un affaiblissement de la place financière britannique ne pénalise autant l'Europe que le Royaume-Uni. Entretien avec son directeur général Guy de Picciotto, en marge des résultats annuels dévoilés mardi



GUY DE PICCIOTTO
DIRECTEUR GÉNÉRAL
D'UBP

«Je ne suis pas sûr que la consolidation du secteur bancaire va se poursuivre de manière aussi intensive»

PROPOS RECUEILLIS
PAR SÉBASTIEN RUCHE
@sebruch

Union Bancaire Privée (UBP) gère dorénavant 118,3 milliards de francs (+7,6% sur un an). L'intégration de la banque Coutts, acquise en 2015, s'est traduite par un afflux de près de 25 milliards de francs d'actifs sur deux ans. L'opération s'est aussi traduite l'an dernier par une hausse des revenus de l'activité de 24,7% et une progression du résultat opérationnel de 26%, à 192 millions de francs. Les effectifs de la banque genevoise ont augmenté de 15%, à 1665 employés fin 2016.

L'établissement en main de la famille de Picciotto a dégagé l'an dernier un bénéfice net de 176,4 millions de francs. En 2015, celui-ci s'était élevé à 25,2 millions à la suite du paiement d'une amende de 187 millions de dollars aux Etats-Unis (l'équivalent en francs suisses). Son ratio charges/produits s'est amélioré en 2016, passant de 69,3 à 67,9% sur un an. Dans un entretien pour *Le Temps*, son directeur général Guy de Picciotto fait le point sur la marche des affaires dans un environnement fluctuant.

Maintenant que vous avez achevé l'intégration de la banque Coutts, allez-vous procéder à d'autres acquisitions ou êtes-vous satisfait de la taille actuelle d'UBP (118 milliards de francs d'actifs sous gestion)? Pourquoi pas, si une opération nous permet de nous renforcer sur un marché dans lequel nous sommes moins présents. Mais je

ne suis pas sûr que la consolidation va se poursuivre de manière aussi intensive à l'avenir. La hausse des taux d'intérêt et du dollar va donner une bouffée d'oxygène aux banques.

L'échange automatique d'informations fiscales est entré en vigueur le 1er janvier dernier, avec les 28 Etats membres de l'Union européenne et neuf autres pays, dont l'Australie et le Japon. Est-ce que tous vos clients sont désormais déclarés fiscalement? Une minorité de clients n'avaient pas régularisé leur situation au 1er janvier. Nous ne leur offrons plus de services de gestion et les informations les concernant seront transmises à leurs autorités fiscales respectives en 2018.

Combien coûte la préparation de l'échange automatique, pour une banque de la taille d'UBP qui compte 1665 employés? Entre 8 et 9 millions de francs, répartis entre 5 millions pour adapter l'outil informatique et 3 à 4 millions pour la formation des équipes, le recrutement de spécialistes de la fiscalité et le développement d'une offre de produits adaptée à chaque juridiction.

Qu'est-ce que cela change dans le travail des banques suisses? Le changement n'est pas fondamental, car ce passage à l'échange automatique a été préparé depuis huit ans. Il est maintenant intégré dans la politique commerciale des banques. Nous pouvons dorénavant dialoguer plus facilement avec nos clients domiciliés dans ces pays. Si, en plus, nous avions l'accès au marché européen, nous pourrions réellement faire notre métier.

Pour une banque de gestion de fortune, quel est l'impact du nouvel environnement international, marqué par les velléités protectionnistes de l'administration Trump, la perspective du Brexit et la volonté chinoise de jouer un rôle de premier plan dans les affaires globales? A court terme, la politique de Donald Trump peut avoir un impact sur la force du dollar, les taux d'intérêt et l'activité boursière aux Etats-Unis. Depuis sa nomination, l'effet a été positif sur ces trois éléments. A moyen terme, il reste à voir s'il appliquera vraiment une politique plus protectionniste et quelles mesures seront prises en matière d'emploi, de fiscalité ou de politique commerciale. Le retrait du Traité de libre-échange transpacifique (TPP) annoncé lundi soir était attendu.

«Si Londres ne préserve pas son pôle financier, je doute qu'il se déplace à Paris ou à Francfort»

Conseillez-vous à vos clients d'investir sur les marchés américains? Depuis novembre, nous étions surpondérés sur le marché américain. Nous allégeons un peu les positions car il est beaucoup monté récemment, mais nous restons positifs.

En vue du Brexit, UBP se prépare-t-elle à quitter Londres, où vous employez 60 personnes? Quitter Londres, certainement pas. Nous y sommes actuellement présents à travers une succursale de notre banque suisse. Dans la gestion de fortune, nous servons une clientèle essentiellement moyen-orientale, indienne et britannique. Nous gérons également des fonds de placement depuis Londres. La question clé est de savoir comment Londres pourra accéder aux marchés européens dans le futur. Selon le résultat des négociations sur le Brexit, il est possible que nous décidions de privilégier l'accès au marché européen au travers de succursales de notre filiale luxembourgeoise. Si les banques de la City perdent leur passeport européen, les dégâts collatéraux seront aussi importants pour le Royaume-Uni que pour l'Union européenne.

Pourquoi? Si Londres ne préserve pas son pôle financier et perd son accès privilégié au marché européen, je doute qu'il se déplace à Paris ou à Francfort. Il est probable qu'il quitterait l'Europe.

Mais plusieurs banques, dont HSBC, ont déjà annoncé leur intention de déplacer des employés de Londres vers le continent. Ce ne sont que des projets, attendons de voir s'ils sont réellement appliqués. Et attendons de voir le résultat de l'élection présidentielle française. Quelle que soit l'orientation prise par le Brexit, il faudra se tenir prêt à réagir dans les six mois.

Enfin, une banque chinoise devrait prochainement s'installer à Genève. Est-ce une bonne nouvelle pour la place financière? Absolument. Après Zurich, il est normal qu'un établissement chinois soit présent à Genève, qui est un pôle mondial pour le commerce des matières premières. En espérant que ce pôle restera à Genève après la votation du 12 février sur la troisième réforme de l'imposition des entreprises, la RIE III... ■

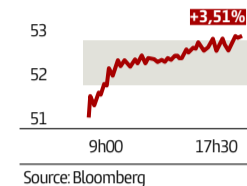
BOURSE

MARCHÉ DE ZURICH

Légère hausse

LE TITRE VEDETTE

LafargeHolcim (en francs)



La bourse suisse a démarré la séance de mardi en hausse de 0,3% à 8250,18 points. La veille, Wall Street avait progressé après les clôtures boursières européennes.

Pour sa part, le Nikkei a reculé de 0,5% dans la matinée. Le SMI a clôturé en légère progression de 0,2% à 8246 points et le SPI de 0,10% à 9011 points. Dans le camp des gagnants, la bancaire **UBS** (+2% à 16,81 francs) a profité d'une confirmation de recommandation d'achat par HSBC qui maintient le titre dans sa liste «HSBC Europe Super Ten». **Credit Suisse** a gagné 1,1% à 15,30 francs. Aux cycliques, **LafargeHolcim** a grimpé de 3,5% à 53,10 francs. Les marchés anticipent un changement de nom de la compagnie qui pourrait se débarrasser de son appellation hybride héritée de la fusion. Pour **Swatch** (+1,2% à 347,80 francs), Bernstein et Kepler Cheuvreux ont augmenté l'objectif de cours pour tenir compte de la récente progression. Kepler Cheuvreux a aussi revu l'objectif de cours de **Richemont** (+0,3% à 76,55 francs). Parmi les poids lourds défensifs, Nestlé a gagné 0,3% à 73,35 francs, tandis que **Roche** cédait 0,3% à 231,40 francs et **Novartis** 0,7% à 69,55 francs. Dans le cadre d'une étude sectorielle, Goldman Sachs a baissé l'objectif de cours des titres des deux grandes pharmaceutiques avec une recommandation «neutre» pour Novartis et une recommandation d'achat pour Roche. Au SMI, **Aryzta** a chuté de 32% à 30,85 francs. Le boulanger industriel a lancé un important avertissement sur bénéfice. Sur les cinq premiers mois de l'exercice 2016/2017, le bénéfice a déjà reculé de 20%. Les prévisions de marge opérationnelle ont été revues à la baisse. Vontobel a notamment déploré qu'il ne se passe pas de trimestre sans un avertissement sur bénéfice, la direction de l'entreprise persistant à établir des objectifs ambitieux qu'elle ne parvient pas à atteindre. La banque a placé l'objectif de cours de 45 francs et la recommandation «garder» en révision. Les autres grands perdants du jour ont été notamment **Actelion** (-3,3% à 223 francs) et **Galenica** (-1,8% à 1065 francs). Parmi les gagnants du tableau SMI/SLI figurent **Schindler** (+1,8%), **Sika** (+1,3%) et **SGS** (+1,2%), qui a fait l'objet de quelques commentaires optimistes mardi. ■ BCGE, SALLE DES MARCHÉS

Les start-up vaudoises ont levé le plus de fonds en 2016

INNOVATION Vaud a attiré à lui seul plus de la moitié du volume investi en Suisse de 909 millions de francs l'an dernier, indique le dernier rapport sur le capital-risque réalisé par la SECA et Startupticker.ch

Quel que soit le critère retenu, le canton de Vaud cartonne dans la dernière étude consacrée au capital-risque présentée mardi à Zurich par le portail d'informations Startupticker.ch et l'Association suisse des investisseurs en capital (SECA). Sur les 909 millions de francs levés par des start-up en Suisse en 2016, plus de la moitié de la somme revient à des sociétés basées dans le canton de Vaud, soit 461,7 millions de francs.

Un montant en grande partie imputable aux levées d'argent record réalisées par ADC Therapeutics (104 millions de francs), une société basée dans le Biopôle d'Epalinges qui avait déjà décroché 80 millions de francs en 2015, ainsi que celle de Mind

maze, une start-up basée à Lausanne qui applique les techniques de réalité virtuelle au secteur de la santé, avec 100 millions. En tout, parmi les dix jeunes pousses qui ont réuni le plus de fonds en Suisse, cinq proviennent du canton de Vaud, trois de celui de Genève, une de Zoug et une de Bâle.

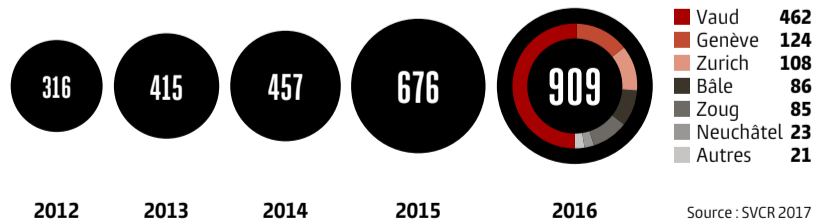
Un terrain fertile pour les start-up

Comment expliquer la place de leader de Vaud dans ce dernier classement? Thomas Heimann, responsable de la statistique auprès de la SECA, évoque l'excellent écosystème qui a été créé autour de l'EPFL. «C'est une haute école orientée vers la pratique qui constitue un terrain fertile pour les start-up. Il y a aussi une certaine émulation à Lausanne, soutenue par l'arrivée de nouveaux fonds de capital-risque à l'exemple de Polytech», juge-t-il.

Par secteur, le domaine des biotechnologies arrive en tête avec plus de 400 millions de francs levés en 2016, répartis entre 25 campagnes de levée de fonds. Un secteur

Les montants investis dans les start-up suisses ont triplé

Investissements dans les start-up suisses et répartition par cantons pour 2016, en millions de francs



suivi par les sociétés actives dans les technologies de l'information et de la communication (TIC) qui ont réuni 271 millions de francs l'an dernier, si l'on inclut aussi les développements dans les technologies financières (fintechs) qui ont recueilli quelque 50 millions de francs.

En incluant les techniques médicales et l'informatique appliquée à la santé, quelque 550 millions de francs se rapportent au

secteur de la santé, estime Thomas Heimann. «Il existe une véritable tradition dans les sciences de la vie en Suisse, avec Novartis, Roche ou auparavant Serono. L'écosystème fonctionne bien dans ce domaine», constate-t-il.

La Suisse est loin d'avoir encore acquis une telle place dans les technologies de l'information, estime-t-il. «L'EPFZ compte certes parmi les meilleures hautes écoles

européennes. Il manque encore une histoire à succès suffisamment importante pour dynamiser l'ensemble du secteur», évalue Thomas Heimann.

A relever toutefois les montants importants qui ont été levés dans ce domaine par les sociétés genevoises Sonarsource (45,6 millions) et vaudoise Nextthink (38 millions).

De son côté, Innovaud, la structure de soutien à l'innovation dans le canton de Vaud, s'est réjouie de ces chiffres. «C'est la preuve que le canton émerge comme un pôle d'innovation à l'échelle globale et que les investisseurs sont de plus en plus convaincus de faire croître les start-up sur place», a souligné Rémi Walbaum, le président d'Innovaud. En 2016, cette structure a soutenu 280 sociétés. Parmi celles-ci, 34 start-up qui ont été créées avec son appui l'an dernier. ■

YVES HULMANN, ZURICH
@yveshulmann